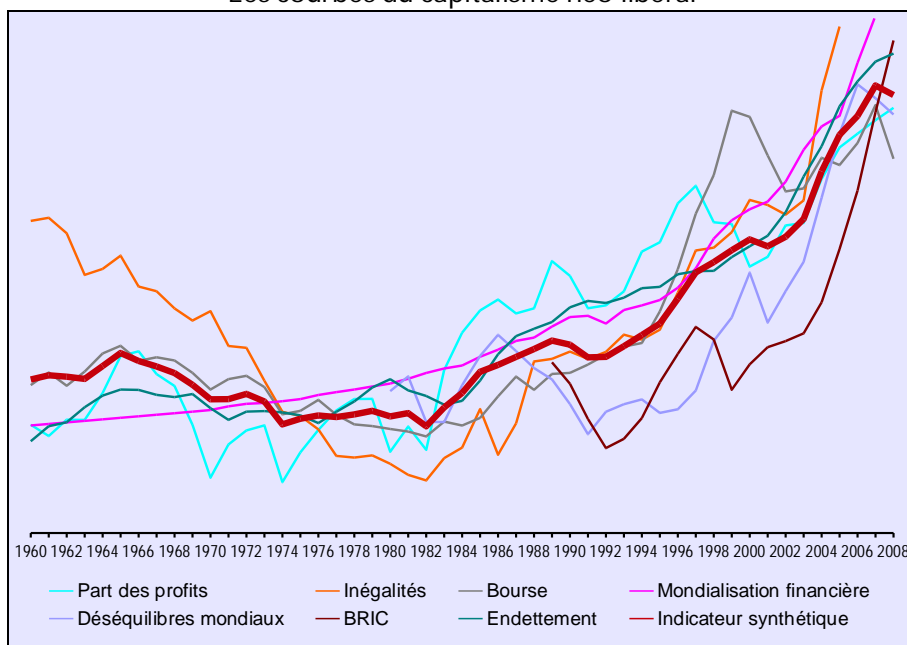


Une crise multidimensionnelle
Une analyse « spectrographique »
Atlas du Monde diplomatique 2012.

Michel Husson, économiste à l'Institut de Recherches Economiques et Sociales
Auteur de *Qu'est-ce que le capitalisme ?* à paraître aux éditions La découverte
site : <http://hussonet.free.fr>

La crise actuelle est née sur un segment étroit de la finance - les fameux *subprime* - mais elle s'est rapidement répandue à l'ensemble de l'économie mondiale, qui ne semble pas s'en remettre. Pour comprendre l'ampleur de cette déflagration, il faut remonter 30 ans en arrière, à ce que l'on peut appeler le tournant néolibéral du début des années 1980. Il était lui-même une réponse apportée à la récession de 1974-75 qui a mis fin à la période dite des « Trente glorieuses », celle d'un capitalisme relativement régulé. Ce tournant a conduit à la mise en place d'un nouvel agencement du capitalisme. Et c'est ce dernier qui est entré en crise depuis maintenant quatre ans. En ce sens, cette crise est donc la crise des solutions apportées à la crise précédente.

Graphique 1
Les courbes du capitalisme néo-libéral



Tous les indicateurs ont été standardisés (variables centrées et réduites)

Profits : part des profits dans la valeur ajoutée (4 pays). Source : Commission européenne, base de données Ameco, <http://tinyurl.com/AMECO1>.

Inégalités : part du 1% les plus riches (8 pays). Source : Anthony B. Atkinson, Thomas Piketty & Emmanuel Saez, *Top Incomes In The Long Run Of History*, NBER Working Paper 15408, October 2009, <http://gesd.free.fr/aps2009.xls>.

Bourse : indice Dow Jones déflaté par le prix du PIB des Etats-Unis, <http://www.djaverages.com/>.

Mondialisation financière : rapport des avoirs extérieurs totaux au PIB mondial. Source : Shimshon Bichler et Jonathan Nitzan, « Imperialism and Financialism. A Story of a Nexus », Septembre 2010, <http://bnarchives.yorku.ca/294/>.

Déséquilibres mondiaux : somme des valeurs absolues des déficits courants en % du PIB mondial. Source : calculs à partir des données de la Banque mondiale, <http://tinyurl.com/WBWDI>.

BRIC : part des BRIC dans le PIB mondial. Source : Banque mondiale, <http://tinyurl.com/WBWDI>.

Endettement : taux d'endettement des ménages aux Etats-Unis. Sources : Federal Reserve, Flow of funds, <http://tinyurl.com/FlowFund>.

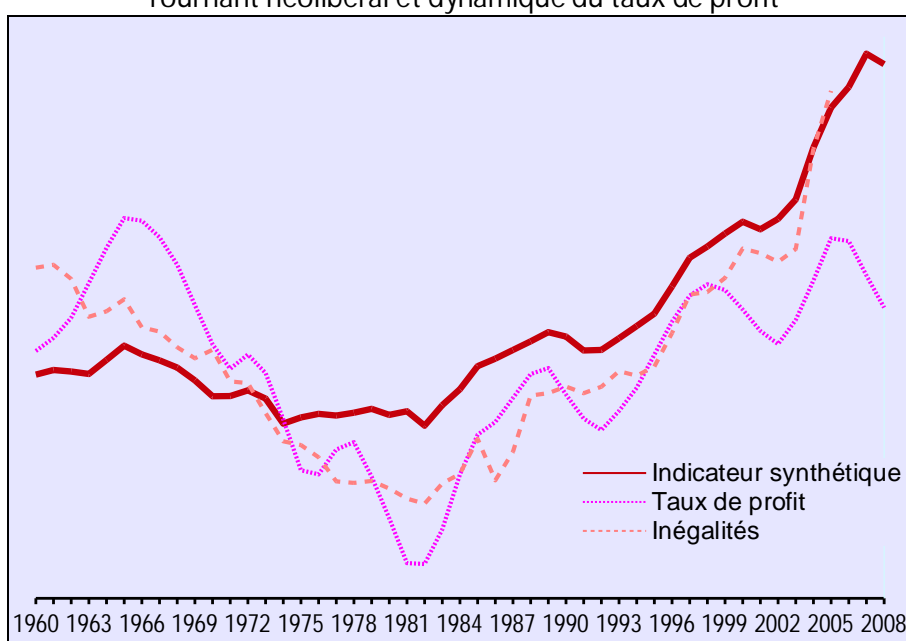
Indicateur synthétique : moyenne arithmétique des indicateurs.

Pour mesurer l'ampleur de ces mutations, on peut procéder à une sorte de « spectrographie » de l'économie mondiale, illustrée par le graphique 1. On y a regroupé une série de courbes qui dessinent un profil et une périodisation très homogènes. Toutes ces courbes sont à peu près constantes jusqu'au

début des années 1980. Toutes sont ensuite orientées à la hausse, en tout cas jusqu'à la crise. L'indicateur synthétique illustre bien ce profil général. Ces différentes évolutions sont imbriquées et font système. Le récit de ces transformations pourrait commencer par la répartition des revenus.

La part des profits dans la valeur ajoutée était relativement stable jusqu'au milieu des années 1980, puis se met à augmenter tendanciellement ensuite. Cette inflexion permet de rétablir la rentabilité du capital qui avait décliné dès la récession de 1967 aux Etats-Unis et avait chuté jusqu'au début des années 1980. Il faut noter d'emblée que cette autre courbe, celle du taux de profit, est nettement corrélée à celle de l'indicateur synthétique (graphique 2), ce qui permet de proposer cette lecture d'ensemble : le capitalisme régulé des « Trente glorieuses » (stabilité du partage des revenus, faible degré de financiarisation, etc.) ne réussit pas à assurer le maintien du taux de profit. Le tournant néolibéral permet de restaurer ce taux de profit moyennant toute une série de mutations qui sont à la fois les moyens de ce rétablissement et ses conséquences.

Graphique 2
Tournant néolibéral et dynamique du taux de profit



Indicateur synthétique et inégalités : voir graphique 1.

Taux de profit : moyenne de 4 pays (Etats-Unis, Allemagne, France, Royaume-Uni). Source : Michel Husson, « Le débat sur le taux de profit », *Inprecor* n°562-563, juin-juillet 2010, <http://hussonet.free.fr/debaprof.pdf>.

L'autre grande mutation est la *financiarisation* de toute l'économie mondiale. Elle est ici mesurée à l'aide de deux indicateurs. Les *cours de bourse*, relativement stables en valeur réelle, se mettent à augmenter de manière exponentielle (avec de grandes fluctuations) dès le milieu des années 1980. Le rapport des avoirs extérieurs totaux au PIB mondial est un bon indicateur de la *mondialisation financière* et de son accélération à partir des années 1990.

Cette financiarisation est fonctionnelle, en ce sens qu'elle permet d'accompagner deux autres tendances du nouveau modèle. Si les salariés reçoivent une part décroissante du revenu national, se pose un problème de débouchés qui est en partie réglé par leur surendettement, inégal selon les pays : aux Etats-Unis, le *taux d'endettement* des ménages augmente régulièrement depuis le tournant néolibéral. Ce surendettement conduit à une surconsommation qui contribue à creuser les *déséquilibres mondiaux*, surtout à partir de la seconde moitié des années 1990. Là encore, la finance a son utilité en assurant les flux de financement nécessaires à l'échelle internationale.

Cette configuration d'ensemble conduit inexorablement à une montée des *inégalités* de revenus. C'est sans doute la mutation la plus frappante : alors que l'indicateur retenu (la part des 1 % les plus riches) reculait depuis la deuxième guerre mondiale, la courbe s'inverse brutalement au début des années 1980, et l'on se trouve aujourd'hui à un niveau d'inégalités supérieur à ce qu'il était au début des années 1960. Cette évolution renvoie principalement à la compression salariale et à la croissance exubérante des revenus financiers. Il est frappant de constater à quel point la courbe des inégalités épouse celle du taux de profit (voir à nouveau le graphique 2).

Enfin, l'une des grandes mutations (qui n'était pas forcément anticipée) est l'« effet boomerang » de la mondialisation, autrement dit la montée en puissance des pays émergents qui équivaut à un grand renversement du monde. Ainsi la part des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) dans le PIB mondial passe de 7,5 % en 1990 à 17,7 % en 2010.

L'ampleur et l'extension de la crise actuelle montre qu'elle porte sur l'ensemble de ce modèle néolibéral. Ce dernier était en un sens cohérent puisque les différentes tendances décrites ci-dessus étaient imbriquées et complémentaires. Mais il n'était pas durable, pour une raison simple à comprendre : cette cohérence était fondée sur une croissance indéfinie qui devait forcément atteindre sa limite. La représentation « spectrographique » l'illustre simplement : toutes les courbes ne pouvaient monter jusqu'au ciel. Certes, ce modèle a fonctionné pendant un quart de siècle et il a donc « duré ». Mais la gravité de la crise est en quelque sorte proportionnelle à cette durée et le risque est qu'il faille autant de temps pour faire en sens inverse le chemin parcouru jusque là. Car, selon la formule de Klaus Schwab, fondateur et président du *World Economic Forum*, « il nous faudra payer pour les péchés du passé » (sans d'ailleurs que soit précisé qui est ce « nous »).

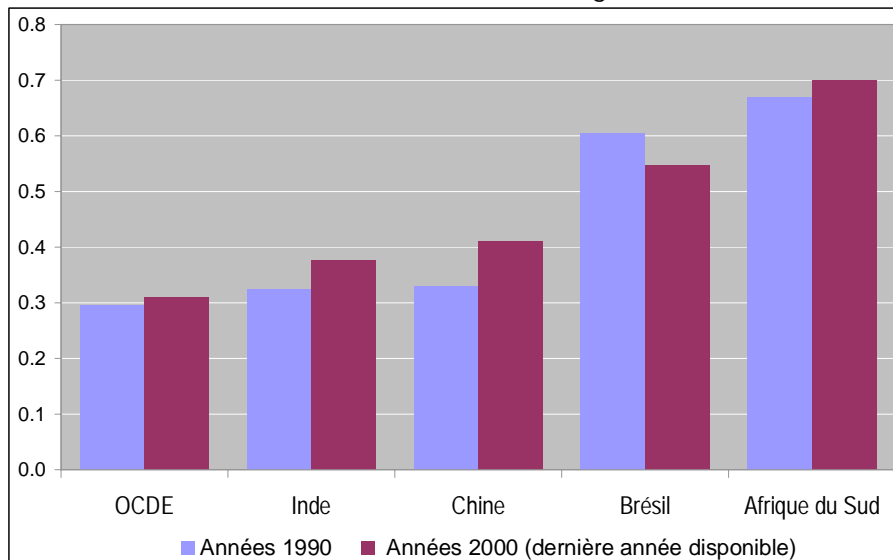
Revenir à une économie définanciarisée et mieux régulée supposerait en effet de faire « redescendre » en même temps toutes ces courbes (à l'exception de la part des émergents), parce qu'elles font système. Mais ceci suppose de remplir trois conditions qui correspondent à trois défis majeurs et qui esquissent un autre modèle de développement fondé sur une autre logique.

Premier défi : passer d'une logique du profit à celle des besoins.

L'un des ressorts essentiels du modèle néolibéral est qu'il instaure un écart croissant entre la satisfaction des besoins sociaux et ses exigences de rentabilité. Tout se passe comme si les besoins sociaux ne méritaient d'être satisfaits qu'à la condition de satisfaire à des critères d'« hyper-rentabilité » poussés vers le haut par les exigences de la finance : mieux vaut en somme ne pas produire que de produire de manière insuffisamment rentable. C'est ce qui explique d'ailleurs la relative atonie des investissements dans les vieux pays capitalistes. Cet écart a encore été accru par les politiques de privatisations, de freinage ou de réduction des dépenses publiques, de reculs de la protection sociale et de contre-réformes fiscales. Le modèle néolibéral s'est accompagné d'un processus de marchandisation généralisée qui conduit à subordonner la recherche du bien-être à celle de la rentabilité.

C'est ce qui rend compte aussi des effets sociaux de ce modèle, notamment la montée du chômage de masse, de la précarité et de l'insécurité sociale. Dans les pays émergents, tirés par un capitalisme sauvage semblable à bien des égards à celui de l'Angleterre de la révolution industrielle, la croissance impétueuse laisse de côté des pans entiers de la population, et les inégalités sociales ne se résorbent pas, en dépit du recul de la pauvreté. Parmi les principaux pays émergents, seul le Brésil fait exception mais reste à un très haut niveau d'inégalités alors que ces dernières se creusent en Inde, en Chine et en Afrique du Sud (graphique 3).

Graphique 3
Evolution des niveaux d'inégalité



Coefficient de Gini. Source : *Tackling Inequalities in Brazil, China, India and South Africa*, OCDE, 2010.

La crise alimentaire qui a accompagné la crise financière frappe une part importante de la population mondiale. Elle est le résultat de cette marchandisation concurrentielle. L'ouverture au marché mondial a conduit à l'éviction de pans entiers de l'agriculture traditionnelle, et de nombreux pays se sont ainsi éloignés de l'autosuffisance alimentaire. Les aliments sont devenus des marchandises, sur lesquelles on peut spéculer, quitte à affamer des millions de personnes à travers le monde et à provoquer des émeutes de la faim.

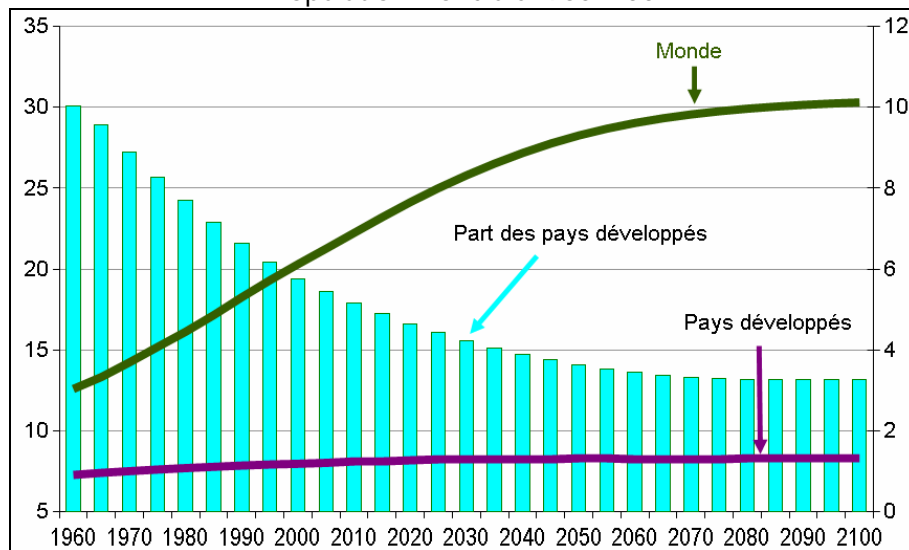
De manière encore plus profonde, cette soumission des besoins humains à la logique marchande conduit à une sourde crise de légitimité du système. Elle se double d'une crise démocratique en raison de la soumission des gouvernements aux « marchés financiers » qu'ils s'efforcent de « rassurer » plutôt que de les mettre au pas. Les révolutions arabes, le mouvement des indignés et les explosions sociales (en Chine ou au Royaume-Uni) sont, sous des formes très différentes, l'expression de cette perte générale de légitimité.

Deuxième défi : rééquilibrer l'économie mondiale.

Le couple Chine/Etats-Unis a été l'un des principaux moteurs de la croissance durant la phase néolibérale. Mais cet arrangement est doublement remis en cause. Du côté de la Chine, les tensions sociales et démographiques conduisent à un nécessaire recentrage sur le marché intérieur (et/ou sur la zone asiatique) et à une remise en cause du financement du déficit des Etats-Unis par les excédents chinois.

La crise des dettes souveraines a servi de révélateur des faiblesses des deux « vieilles » puissances économiques. Elle a montré que le modèle de croissance à crédit des Etats-Unis ne peut plus fonctionner et que son rééquilibrage ne pourrait se faire qu'à un niveau de croissance moins élevé. Quant à l'Europe, il apparaît aujourd'hui que son mode de construction était incomplet et qu'elle se trouve donc face à ce dilemme : soit l'éclatement, soit une refondation intégrale. Mais le nécessaire rééquilibrage de l'économie-monde ne peut être un simple retour au passé. Il devra tenir compte du double renversement du monde. La part des pays émergents dans la production mondiale est appelée à augmenter, mais il en va de même en ce qui concerne leur population, dans un contexte de vieillissement qui va toucher aussi un pays comme la Chine. En 2100, la population des pays développés actuels ne représenterait plus que 13 % de la population mondiale, contre 30 % en 1960 (graphique 4).

Graphique 4
Population mondiale 1960-2100

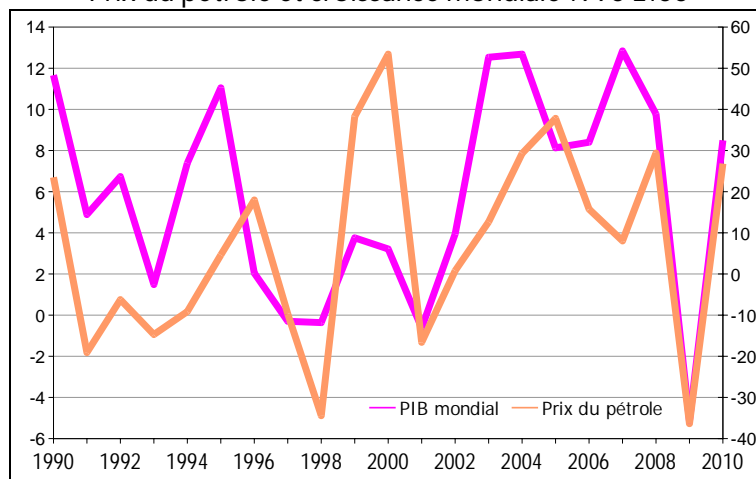


Population en milliards (échelle de droite)
Part des pays développés en % de la population mondiale (échelle de gauche)
Source : United Nations, Population division, <http://tinyurl.com/unpopu>

Troisième défi : faire face au changement climatique.

La menace d'une crise écologique surplombe tous les autres facteurs de crise. A court terme, toute reprise de l'activité pousse le prix du pétrole à la hausse et accentue les déséquilibres déjà existants (graphique 5), donnant ainsi une dimension énergétique à la crise.

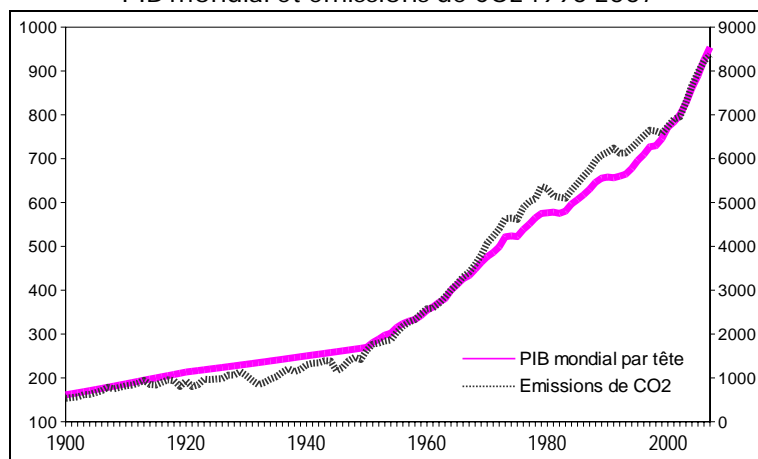
Graphique 5
Prix du pétrole et croissance mondiale 1990-2100



PIB mondial (taux de croissance, échelle de gauche). Source : Banque mondiale, <http://tinyurl.com/WBWDI>.
Prix du pétrole à prix constants (taux de croissance, échelle de droite). Source : BP, *Statistical Review of World Energy 2011*, <http://tinyurl.com/BPENER11>.

A plus long terme, le défi climatique pèse sur la possibilité et/ou la forme de la croissance mondiale. Jusque là, tout « progrès » (approché ici par le PIB mondial par tête) a conduit à une augmentation régulière des émissions de CO₂. Si cette corrélation n'est pas rompue, alors la poursuite de la croissance n'est pas compatible avec les objectifs de réduction des émissions de CO₂.

Graphique 6
PIB mondial et émissions de CO2 1990-2007



PIB mondial par tête (base 100 en 1850, échelle de gauche). Source : Banque mondiale, <http://tinyurl.com/WBWDI>.

Emissions de CO2 (millions de tonnes métriques de CO2). Source : CDIAC (Carbon Dioxide Information Analysis Center), <http://tinyurl.com/CO2global>.

Cette analyse spectrographique pourrait être synthétisée ainsi. Toutes les inflexions nécessaires pour éliminer les dysfonctionnements qui ont conduit à la crise actuelle peuvent être ramenées à une seule : il faut une économie acceptant de fonctionner avec une moindre rentabilité. La grande question est de savoir si un tel précepte est compatible avec le capitalisme.